



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **HOPITAL ARISTIDE LE DANTEC (HALD)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2014)**



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par l'Hôpital Aristide le Dantec (HALD) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Hôpital Aristide le Dantec (HALD) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) la composition de la Commission des Marchés de HALD n'est pas conforme à l'arrêté 12 786, pris en application de l'article 36-1 du CMP, puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés au titre de l'arrêté qui dispose qu'outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son Représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son Représentant.
- b) l'examen de la procédure d'appel d'offres portant **fourniture de produits pharmaceutiques**, sous la forme d'un marché à commande **en 44 lots**, pour un montant de **649 164 481 F CFA TTC** nous a permis de noter plusieurs non conformités :
- le tableau de contrôle des pièces administratives, fournies par les soumissionnaires, ne donne pas d'indications précises sur les dates limites de validité desdites pièces ; la Commission des Marchés s'est limitée à déclarer certaines pièces périmées, alors que c'est l'indication de la date limite de validité qui permet d'apprécier la correcte mise en œuvre des procédures de vérification y relatives, conformément à l'article 45 du CMP ; la Commission des Marchés a accordé aux soumissionnaires dont les pièces administratives étaient incomplètes, un délai de trois (3) jours pour régulariser leur dossier administratif ; nous rappelons que la Commission des Marchés est tenue d'accepter les pièces produites au-delà de ce délai de trois jours, dès lors que leur dépôt intervient dans le délai qui lui est imparti pour prononcer l'attribution provisoire du marché (article 44 du CMP) ;
  - nous avons également noté sur le procès verbal d'ouverture des plis que l'un des candidats, GLOBAL PHARMA, a remis un chèque certifié comme garantie de soumission. Nous précisons qu'un chèque certifié est émis sur le compte du client pour lequel, la banque certifie que la provision existe et est bloquée jusqu'au terme du délai légal de présentation de huit jours. Si le chèque de banque peut valablement constituer une garantie de soumission parce qu'étant de la trésorerie immédiate, il n'en est pas de même pour le chèque certifié. De ce fait, l'offre de GLOBAL PHARMA aurait dû être éliminée, à l'évaluation, pour garantie de soumission non conforme ;
  - le support de transmission du procès verbal d'ouverture des plis, aux soumissionnaires, ne figure pas dans le dossier de marché ; il s'agit d'une formalité à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer, au regard des dispositions de l'article 67.4 du CMP ; en effet, nous notons par ailleurs que l'ouverture des offres s'est déroulée le 08 août 2011 et

que le procès verbal n'a été établi que le 16 août 2011 alors que l'article 67-4 du CMP stipule que, dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès verbal, signé par les membres de la commission des marchés présents et remis aux candidats dès la fin de la séance ;

- Il ressort du rapport d'évaluation que les critères de qualification, utilisés à l'évaluation, sont différents de ceux énoncés dans le DAO. Une certaine confusion est commise par la commission entre les différents critères ; en effet, les critères d'évaluation qui concernent les offres, doivent être examinés au préalable et les critères de qualification évalués, ex-post, pour les candidats. Cependant les critères utilisés pour évaluer la qualification des candidats pour ce marché, se rapportent plus à l'offre qu'aux candidats. En outre, les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante conformément à l'article 59-2 du CMP. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;
- un délai anormalement long de plus de quatre (04) mois s'est écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché, sauf prorogation d'un délai maximum de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;
- l'examen de l'avis d'attribution provisoire a permis de noter que les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui y ont été mentionnés, ne sont plus actuels et doivent être remplacés, respectivement, par les articles 83.3 (décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics), en vertu de l'article 89 du CMP. Il en est de même pour l'avis d'attribution définitive qui donne comme référence l'article 83, alors qu'il s'agit de l'article 85 du CMP ;
- des lots, ayant donné lieu à la publication d'un avis d'attribution provisoire, ont par la suite été supprimés pour insuffisance de crédits, alors que l'existence des crédits budgétaires suffisants est un préalable au lancement de toute procédure d'achat (article 9 du CMP) ; en lieu et place d'une suppression pure et simple, les lots concernés auraient dû être déclarés sans suite, avant la proposition d'attribution de la

commission des marchés mais seulement après avis favorable de la DCMP, conformément à l'article 65 du CMP ;

- nous avons noté que les lots ont été attribués et approuvés pour des montants globaux, correspondant aux enveloppes budgétaires, en lieu et place des prix unitaires, en violation de l'article 25 du CMP, puisqu'il s'agit d'un marché à commande dont l'Autorité Contractante n'est pas en mesure de déterminer par avance la valeur exacte. L'indication des montants dans les marchés à commande ou de clientèle est une exigence de la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID), relayée par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et répond à une préoccupation de collecte de droits d'enregistrement sur des prestations dont la valeur est incertaine. Le paiement des droits de timbre sur le contrat et des droits d'enregistrement sur les bons de commande émis est, à notre avis, plus conforme à l'équité.

c) l'examen des procédures de DRP a permis de constater que plusieurs d'entre elles sont entachées d'irrégularités :

- la **DRP** portant acquisition de **denrées alimentaires**, attribuée à **Ngoumballa Business**, pour un montant de **14 539 300 F CFA TTC**, semble avoir été organisée pour régulariser une prestation déjà exécutée par anticipation, au regard des incohérences notées dans les dates d'établissement des différents documents de passation de marché. Ainsi, le bon de commande a été émis à une date antérieure à l'attribution du marché. Au regard des dispositions de l'article 44 du COA, le contrat ne produit d'effet qu'après son approbation ;
- pour la **DRP** relative à la sélection d'un prestataire pour la **maintenance des Chambres Froides et des Générateurs de Dialyse de marque GAMBRO en deux (02) lots**, attribuée à **Froid Cheikh Anta Mbacké** pour le **Lot 1**, pour un montant de **5 097 600 F CFA TTC** et à **Diminter** pour le **Lot 2**, pour un montant de **9 440 000 F CFA TTC**, les offres des candidats, les PV d'évaluation et d'attribution du marché, ainsi que les lettres de notification de l'attribution provisoire n'ont pas été classés dans le dossier. Ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures de vérification propres, à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de cette procédure avec le CMP ; les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation, au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats, d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une

exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

- l'examen **de la DRP** portant achat de **denrées alimentaires**, attribuée au **GIE BACHIR**, pour un montant de **14 499 800 F CFA**, nous a permis de noter que l'adresse de l'attributaire change d'un document à l'autre (Amitié 1 Villa 1009 sur la lettre d'invitation, 878 Sicap Mbao sur la notification d'attribution provisoire et Sicap rue 10 Villa 1009 sur le contrat) ;
- l'examen des offres relatives à la **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'exécution de travaux d'étanchéité**, attribuée au **GIE MOUSSE**, pour un montant de **22 913 936 F CFA**, a permis d'identifier des indices de collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence ; les mêmes signes de collusion ont été identifiés pour la **DRP portant sélection d'un prestataire pour les travaux de réhabilitation et de rénovation de la salle USIC** attribuée à **ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (E.S.M.L)** pour un montant de **14 362 171,29 F CFA TTC**, pour la **DRP portant acquisition de mobiliers de bureau**, attribuée aux **ETS KHADY NDIAYE** pour un montant de **14 203 660 F CFA TTC**, pour la **DRP portant achat de fournitures de pièces et consommables pour les splits, congélateurs et réfrigérateurs** attribuée à **FROID 2000** pour un montant de **13 679 150 F CFA**. Cette procédure est en outre, marquée par l'élimination du candidat **Challenge Business Afrique** sur un critère qui n'a été satisfait, par aucun des autres candidats, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- pour la **DRP relative à la fourniture de sondes**, attribuée à **MRS**, pour un montant de **14 283 800 F CFA TTC**, nous avons noté que l'attribution du marché a eu lieu deux (2) mois après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP. La même remarque est valable pour la **DRP relative à la fourniture et à l'installation de deux (2) régulateurs de tension de 120 KVA et 60 KVA pour le service de la radiologie** attribuée à **RICHARD EQUIPEMENT** pour un montant de **14 157 026 FCFA TTC**, pour la **DRP portant fourniture de pièces de rechange pour générateurs dialyse de marque FRESSENIUS et d'un onduleur de 5 KVA pour protéger l'automate COBAS 600 de la biochimie** attribuée à **RICHARD EQUIPEMENT** pour un montant de **4 741 535 FCFA TTC**. Il en est de même pour la **DRP portant fourniture, installation et mise en marche d'une centrale d'oxygène de réseaux de vide d'air et d'oxygène** attribuée à **AIR LIQUIDE SENEGAL** pour un montant de **19 019 513 FCFA TTC**, marquée en outre, par une attribution au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP et par une information tardive du candidat non retenu du rejet de son offre, faite quinze (15) jours après l'attribution du marché, en violation de l'article

78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.

- **La DRP relative à la sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance globale dommage et responsabilité civile** a été attribuée à **CNART ASSURANCES**, pour un montant de **16 603 111 F CFA TTC**, dépassant le seuil de passation des marchés par appel d'offres, en violation de l'article 53 du CMP ;
- Nous avons également noté la récurrence de **la consultation conjointe d'un même groupe d'entreprises (ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP)** sur plusieurs DRP de nature différentes, chez plusieurs autorités contractantes. Des signes de collusion ont été identifiés, laissant entrevoir que lesdites entreprises se couvrent alternativement, pour gagner à tour de rôle les marchés. Cette pratique, que nous avons eu à mettre à nu dans les audits précédents, semble perdurer. La constitution et la mise à jour régulière d'une base de données des entreprises, en collusion ou ayant parties liées, s'avère plus que nécessaire, pour mettre un terme à ces pratiques.
- Enfin, nous avons constaté un problème d'archivage et de classement des documents relatifs à l'exécution et au règlement des marchés (Bon de commande, bordereau de livraison, facture, PV de réception, certificat de service fait, copie de chèque), pour tous les dossiers de marchés soumis à notre revue.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistant à l'issue de nos travaux**

- a) pour la **DRP relative à la sélection d'un prestataire pour la maintenance des Chambres Froides et des Générateurs de Dialyse de marque GAMBRO en deux (02) lots**, attribuée à **Froid Cheikh Anta Mbacké** pour le **Lot 1**, pour un montant de **5 097 600 F CFA TTC** et à **Diminter** pour le **Lot 2**, pour un montant de **9 440 000 F CFA TTC**, les offres des candidats, les PV d'évaluation et d'attribution du marché, ainsi que les lettres de notification de l'attribution provisoire n'ont pas été classés dans le dossier. Ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures de vérification propres, à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de cette procédure avec le CMP.

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier de marché ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est aussi, une exigence de la circulaire

N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

- b) nous avons noté de manière générale une insuffisante formalisation des procédures de passation des marchés notamment dans la conduite de l'évaluation des offres car, la commission fait une confusion entre les critères de conformité qui s'attachent à l'offre et les critères de qualification qui s'attachent au candidat. En effet, les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que, après vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes, la vérification des critères de qualification est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante (Article 59-2 du CMP). Et au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.



## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	10
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	11
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	12
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	19
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	21
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	23
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	28
2.1 Présentation de l'HALD	29
2.2 Contexte de l'intervention	31
2.3 Objectifs de la mission	32
2.3.1 Objectifs généraux	32
2.3.2 Objectifs spécifiques	32
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	33
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	35
3 Approche méthodologique	36
3.1 Revue approfondie des textes de référence	37
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	39
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	39
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	40
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	41
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	42
4 Résultats des travaux	44
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	45
4.1.1 Commission des marchés	45
4.1.2 Cellule de passation des marchés	46
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	46
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	46
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	47
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	47
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'HALD	47
4.2 Examen des marchés	48
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	48
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	50
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	60

## **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HALD	Hôpital Aristide Le Dantec
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### AOO N° 008/2011 FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (MARCHE A COMMANDE EN 44 LOTS)

Le tableau de contrôle des pièces administratives fournies par les soumissionnaires ne donne pas d'indications précises sur les dates limites de validité desdites pièces ; la Commission des Marchés s'est limitée à déclarer certaines pièces périmées alors que c'est l'indication de la date limite de validité qui permet d'apprécier la correcte mise en œuvre des procédures de vérification y relatives conformément à l'article 45 du CMP ; la commission des marchés a accordé aux soumissionnaires dont les pièces administratives étaient incomplètes un délai de trois (3) jours pour régulariser leur dossier administratif ; nous rappelons que la Commission des Marchés est tenue d'accepter les pièces produites au-delà de ce délai de trois jours dès lors que leur dépôt intervient dans le délai qui lui est imparti pour prononcer l'attribution provisoire du marché (article 44 du CMP) ;

Nous avons également noté sur le procès verbal d'ouverture des plis que l'un des candidats, GLOBAL PHARMA, a remis un chèque certifié comme garantie de soumission. Nous précisons qu'un chèque certifié est émis sur le compte du client pour lequel, la banque certifie que la provision existe et est bloquée jusqu'au terme du délai de présentation de huit jours. Si le chèque de banque peut valablement constituer une garantie de soumission, parce qu'étant de la trésorerie immédiate, il n'en est pas de même pour le chèque certifié. De ce fait, l'offre de GLOBAL PHARMA aurait dû être éliminée à l'évaluation, pour garantie de soumission non conforme ;

Le support de transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché ; il s'agit d'une formalité à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer au regard des dispositions de l'article 67.4 du CMP ; nous notons par ailleurs que l'ouverture s'est déroulée le 08 août 2011 et que le procès verbal n'a été établi que le 16 août 2011, alors que l'article 67-4 in fine du CMP stipule que dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès verbal, signé par les membres de la commission et remis aux candidats ;

Il ressort du rapport d'évaluation que les critères de qualification utilisés à l'évaluation sont différents de ceux énoncés dans le DAO. Une certaine confusion est commise par la commission car, les critères d'évaluation doivent être examinés au préalable et concernent les offres et

les critères de qualification sont évalués pour les candidats. Or, les critères utilisés pour évaluer la qualification des candidats pour ce marché se rapportent plus à l'offre qu'aux candidats. En outre, les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;

Un délai anormalement long de plus de quatre (04) mois s'est écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché, sauf prorogation d'un délai maximum de dix (10) jours, après avis de la DCMP ; L'examen de l'avis d'attribution provisoire a permis de noter que les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui y ont été mentionnés ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement par les articles 83.3 (décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP. Il en est de même pour l'avis d'attribution définitive qui donne comme référence l'article 83 alors qu'il s'agit de l'article 85 du CMP ;

Des lots, ayant donné lieu à la publication d'un avis d'attribution provisoire, ont par la suite été supprimés pour insuffisance de crédit, alors que l'existence des crédits budgétaires suffisants, est un préalable au lancement de toute procédure d'achat (article 9 du CMP) ; en lieu et place d'une suppression pure et simple, les lots concernés auraient dû être déclarés sans suite avant la décision d'attribution, mais seulement après avis favorable de la DCMP, conformément à l'article 65 du CMP ;

Nous avons noté que les lots ont été attribués et approuvés pour des montants globaux, correspondant aux enveloppes budgétaires, en lieu et place des prix unitaires, en violation de l'article 25 du CMP, puisqu'il s'agit d'un marché à commande dont l'Autorité Contractante n'est pas en mesure de déterminer par avance la valeur exacte. L'indication des montants dans les marchés à commande ou de clientèle est une exigence de la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID), relayée par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et répond à une préoccupation de collecte de droits d'enregistrement, sur des prestations dont la valeur est incertaine. Le paiement des droits de timbre sur le contrat et des droits d'enregistrement sur les bons de commande émis est, à notre avis, plus conforme à l'équité.

## **OBSERVATIONS GENERALES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROCEDURES DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

L'examen des procédures de DRP a permis de constater que plusieurs d'entre elles sont entachées d'irrégularités :

- la **DRP** portant acquisition de **denrées alimentaires**, attribuée à **Ngoumballa Business** pour un montant de **14 539 300 F CFA TTC** semble avoir été organisée pour régulariser une prestation déjà exécutée par anticipation, au regard des incohérences notées dans les dates d'établissement des différents documents de passation de marché. Ainsi, le bon de commande a été émis à une date antérieure à l'attribution du marché. Au regard des dispositions de l'article 44 du COA, le contrat ne produit d'effet qu'après son approbation ;
- pour la **DRP** relative à la **sélection d'un prestataire** pour la **maintenance des Chambres Froides et des Générateurs de Dialyse de marque GAMBRO en deux (02) lots**, attribuée à **Froid Cheikh Anta Mbacké** pour le **Lot 1** pour un montant de **5 097 600 F CFA TTC** et à **Diminter** pour le **Lot 2** pour un montant de **9 440 000 F CFA TTC**, les offres des candidats, les PV d'évaluation et d'attribution du marché, ainsi que les lettres de notification de l'attribution provisoire n'ont pas été classés dans le dossier. Ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures de vérification propres, à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de cette procédure avec le CMP ; les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- l'examen de la **DRP** portant achat de **denrées alimentaires**, attribuée au **GIE BACHIR**, pour un montant de **14 499 800 F CFA** nous a permis de noter que l'adresse de l'attributaire change d'un document à l'autre (Amitié 1 Villa 1009 sur la lettre d'invitation, 878 Sicap Mbaou sur la notification d'attribution provisoire et Sicap rue 10 Villa 1009 sur le contrat) ;
- l'examen des offres relatives à la **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'exécution de travaux d'étanchéité**, attribuée au **GIE MOUSSE**, pour un montant de **22 913 936 F CFA**, a permis d'identifier des indices de collusion entre

fournisseurs, en violation du principe de transparence ; les mêmes signes de collusion ont été identifiés pour **la DRP portant sélection d'un prestataire pour les travaux de réhabilitation et de rénovation de la salle USIC**, attribuée à **ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (E.S.M.L)** pour un montant de **14 362 171,29 F CFA TTC**, pour **la DRP portant acquisition de mobiliers de bureau**, attribuée aux **ETS KHADY NDIAYE** pour un montant de **14 203 660 F CFA TTC**, pour **la DRP portant achat de fournitures de pièces et consommables pour les splits, congélateurs et réfrigérateurs**, attribuée à **FROID 2000**, pour un montant de **13 679 150 F CFA**, qui est en outre, marquée par l'élimination du candidat **Challenge Business Afrique** sur un critère qui n'a été satisfait par aucun des autres candidats, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats ;

- pour **la DRP relative à la fourniture de sondes**, attribuée à **MRS**, pour un montant de **14 283 800 F CFA TTC**, nous avons noté que l'attribution du marché a eu lieu deux (2) mois après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP. La même remarque est valable pour **la DRP relative à la fourniture et à l'installation de deux (2) régulateurs de tension de 120 KVA et 60 KVA pour le service de la radiologie**, attribuée à **RICHARD EQUIPEMENT** pour un montant de **14 157 026 FCFA TTC**, pour **la DRP portant fourniture de pièces de rechange pour générateurs dialyse de marque FRESSENIUS et d'un onduleur de 5 KVA pour protéger l'automate COBAS 600 de la biochimie**, attribuée à **RICHARD EQUIPEMENT** pour un montant de **4 741 535 FCFA TTC**. Il en est de même pour **la DRP portant fourniture, installation et mise en marche d'une centrale d'oxygène de réseaux de vide d'air et d'oxygène**, attribuée à **AIR LIQUIDE SENEGAL** pour un montant de **19 019 513 FCFA TTC**, marquée en outre, par une attribution au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP et par une information tardive du candidat non retenu du rejet de son offre, faite quinze (15) jours après l'attribution du marché, en violation de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;
- **La DRP relative à la sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance globale dommage et responsabilité civile**, a été attribuée à **CNART ASSURANCES**, pour un montant de **16 603 111 F CFA TTC**, dépassant le seuil de passation des marchés par appel d'offres en violation de l'article 53 du CMP ;
- Nous avons également noté la récurrence de **la consultation conjointe d'un même groupe d'entreprises (ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENEIP)**, sur plusieurs DRP de



nature différente, chez plusieurs autorités contractantes. Des signes de collusion ont été identifiés, laissant entrevoir que lesdites entreprises se couvrent alternativement, pour gagner à tour de rôle les marchés. Cette pratique, que nous avons eu à mettre à nu dans les audits précédents, semble perdurer. La constitution et la mise à jour régulière d'une base de données des entreprises, en collusion ou ayant parties liées, s'avèrent plus que nécessaire pour mettre un terme à ces pratiques ;

- Enfin, nous avons constaté un problème d'archivage et de classement des documents relatifs à l'exécution et au règlement des marchés (Bon de commande, bordereau de livraison, facture, PV de réception, certificat de service fait, copie de chèque), pour tous les dossiers de marchés soumis à notre revue.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Se conformer aux dispositions des articles 9, 44, 45, 67-4 du CMP ;

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics. Il en est de même pour l'article 85 en lieu et place de l'article 83 du CMP dans les avis d'attribution définitive ;

Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères d'évaluation des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;

Le Code Général des Impôts fait obligation aux autorités contractantes d'inscrire les montants des lignes budgétaires des marchés dans les contrats de marchés à commande ou de clientèle. Néanmoins, cette disposition de l'article 424 du CGI, vient en contradiction avec l'article 25 du CMP qui détermine le marché à commande comme un marché pour lequel, les quantités ou la valeur globale ne peuvent être estimées ou ne sont pas connues de l'autorité contractante, raison pour laquelle un maxima et un minima sont fixés. De ce fait, une mise en cohérence et une harmonisation doivent être faites pour ces deux textes réglementaires et effectuer les enregistrements aux impôts que sur les commandes

passées par l'Autorité Contractante ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché ;

Se conformer à l'article 44 du COA ;

Se conformer à l'article 70 du CMP ;

Se conformer à l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation ;

Se conformer à l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard;

Mettre à disposition les justificatifs de règlement ;

Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Bannir les pratiques collusives ;

Veiller à l'égalité de traitement des candidats, lors de l'évaluation ; S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>Les justificatifs de règlement des marchés n'ont pas été mis à notre disposition ;</p> <p>Nous avons noté que lors de la résiliation du marché relatif à la fourniture de matelas housse à haute densité, des pénalités de retard ont été estimées mais, le justificatif de leur recouvrement n'a pas été mis à notre disposition.</p>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>Classer les justificatifs de règlement des marchés dans les dossiers respectifs.</p>

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON EFFECTUEE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
-----------------------------------------------------------------------

<b>Description</b>	<b>AOO N° 008/2011 FOURNUTURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES (MARCHE A COMMANDE EN 44 LOTS)</b>
<b>Attributaires</b>	<b>24 ATTRIBUTAIRES</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>649 164 481 F CFA TTC</b>
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires	✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓
Violation de l'article 70 du CMP : défaut d'attribution du marché dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 01/2012 FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES</b>	<b>DRP N° 01 Bis MAINTENANCE DES CHAMBRES FROIDES ET DES GENERATEURS DE DIALYSE DE MARQUE GAMBRO EN DEUX (2) LOTS</b>	<b>DRP N° 08/2012 FOURNITURE D'AUTRES DENREES ALIMENTAIRES</b>	<b>DRP N° 19/2012 TRAVAUX D'ETANCHEITE</b>
<b>Attributaires</b>	<b>NGOUMBALLA BUSINESS</b>	<b>Lot 1 FROID CHEIKH ANTA MBACKE</b>  <b>Lot 2 DIMINTER</b>	<b>GIE BACHIR</b>	<b>GIE MOUSSE</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>14 539 300 F CFA</b>	<b>Lot 1 : 5 097 600</b>  <b>Lot 2 : 9 440 000</b>	<b>14 499 800 F CFA</b>	<b>22 913 936 F CFA</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la	✓	✓		✓



procédure de DRP				
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓			
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓		✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Signe de collusion				✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 27/2012 FOURNITURES DE PIECES ET CONSOMMABLES POUR LES SPLITS, CONGELATEURS ET REFRIGERATEURS</b>	<b>DRP N° 2 TRAVAUX REHABILITATION ET RENOVATION SALLE USIC</b>	<b>DRP N° 4 PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	<b>DRP N° 30 MOBILIER DE BUREAU</b>
<b>Attributaires</b>	<b>FROID 2000</b>	<b>ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (E.S.M.L)</b>	<b>SET 2000</b>	<b>ETS KHADY NDIAYE</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>13 679 150 F CFA</b>	<b>14 362 171,29 F CFA TTC</b>	<b>4 989 040 F CFA TTC</b>	<b>14 203 660 F CFA TTC</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓			

Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓			
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Signe de collusion	✓	✓		✓

Description	DRP N° 10 bis OUTILLAGES DE MAINTENANCE	DRP N° 03 FOURNITURE ARTICLES DE MAINTENANCE	DRP N° 5/2012 FOURNITURE DE DRAPS AVEC IMPRESSIONS	DRP N° 15/2012 FOURNITURE DE SONDES
Attributaires	FERMON LABO	ETS ELIMANE FALL	SENEGAL DISTRIBUTION	MRS
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 3 870 034 F CFA TTC  Lot 2 : 11 083 740 F CFA TTC	Lot 1 : 2 380 650 F CFA TTC  Lot 2 : 5 728 192 F CFA TTC  Lot 3 : 6 514 190 F CFA TTC	13 688 000 F CFA TTC	14 283 800 F CFA TTC
Violation de l'article 70 du CMP : défaut d'attribution du marché dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis				✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 25/2012 FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN MARCHÉ D'UNE CENTRALE OXYGENE, DE RESEAUX DE VIDE, D'AIR ET D'OXYGENE</b>	<b>DRP N° 18/2012 FOURNITURE ET INSTALLATION DE DEUX REGULATEURS DE TENSION DE 120 KVA ET 60 KVA POUR LE SERVICE DE LA RADIOLOGIE</b>	<b>DRP N° 16/2012 FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GENERATEURS DIALYSE DE MARQUE FRESENIUS ET D'UN ONDULEUR DE 5 KVA POUR PROTEGER L'AUTOMATE COBAS 600 DE LA BIOCHIMIE</b>	<b>DRP N° 31/2012 ASSURANCE GLOBALE DOMMAGE ET RESPONSABILITE CIVILE</b>	<b>DRP N° 06/2012 FOURNITURE DE MATELAS HOUSSES A HAUTE DENSITE</b>
<b>Attributaires</b>	<b>AIR LIQUIDE SENEGAL</b>	<b>RICHARD EQUIPEMENT</b>	<b>RICHARD EQUIPEMENT</b>	<b>CNART ASSURANCES</b>	<b>SENEGAL CUIR</b>
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>19 019 513 FCFA TTC</b>	<b>14 157 026 FCFA TTC</b>	<b>4 741 535 FCFA TTC</b>	<b>16 603 111 FCFA TTC</b>	<b>14 230 800 F CFA TTC</b>
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓				
Violation de l'article 53 du CMP : conclusion du marché au-delà du seuil de passation	✓			✓	
Violation de l'article 70 du CMP : défaut d'attribution du marché dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis	✓	✓	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 134 du					✓

CMP : défaut d'application des pénalités de retard					
-------------------------------------------------------	--	--	--	--	--

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 PRESENTATION DE L'HALD**

L'Hôpital Aristide Le Dantec créé en 1912 est l'une des structures sanitaires les plus anciennes et l'une des plus importantes d'Afrique, si l'on se réfère à sa capacité.

Actuellement, la contenance réelle, qui est de loin supérieure à sa capacité théorique, est d'environ 1400 lits.

L'Hôpital Aristide Le Dantec est un centre hospitalier universitaire, recevant pour leur formation des sages-femmes, infirmiers, étudiants de la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontostomatologie.

L'hôpital a une triple vocation :

- vocation nationale et internationale : En effet l'hôpital reçoit des malades venant de toutes les régions du Sénégal, mais également de la sous-région;
- vocation sociale : Il reçoit des malades de toutes les couches sociales, surtout les plus défavorisées.
- vocation hospitalo-universitaire : Presque toutes les spécialités médico-chirurgicales y sont présentes.

Il faut noter que la quasi totalité de l'encadrement médical est constituée par les enseignants de la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontostomatologie, régis à la fois par le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Santé Publique.

Dans son organisation générale, on distingue outre la direction, trois types de service: les services de gestion, les services hospitaliers et les services techniques.

- Les services de gestion se chargent de l'amélioration et de la gestion du budget.
- Les services hospitaliers:
  - Clinique médicale (médecine interne)
  - Clinique de cancérologie
  - Clinique de cardiologie
  - Clinique de chirurgie
  - Clinique de dermatologie
  - Clinique de gynécologie obstétrique
  - Clinique ophtalmologique
  - Clinique d'ORL
  - Clinique de pédiatrie
  - Clinique de stomatologie
  - Clinique d'urologie
  - Le Pavillon spécial des détenus

- Les services techniques sont:
  - La Pharmacie
  - La Radiologie
  - La Radiothérapie
  - Le Bloc de réanimation
  - Les laboratoires: Biologie – Biochimie - Bactériologie – Virologie - Parasitologie – Mycologie - Anatomie pathologique.

### **Service de médecine interne**

Ce service occupe une position centrale dans l'hôpital. Il fait face à la pharmacie et à la radiologie et reçoit des malades de 15 à 85 ans, avec une moyenne située entre 45 et 55 ans. Il est subdivisé en trois (3) grands pavillons et est dirigé par un professeur.

Le Médecin chef supervise les activités au niveau du service. Il coordonne l'encadrement des étudiants stagiaires, en rapport avec ses assistants.

Les assistants sont chargés de contrôler les internes et les étudiants, dans la conduite des traitements des malades.

Les internes ont un rôle principal car ils assurent les consultations quotidiennes, ils procèdent à l'hospitalisation des nouveaux malades.

Le personnel paramédical, sous la supervision des infirmiers major, assure les soins aux malades.

Le major est responsable de la gestion des médicaments dont il assure la commande.

### **Pharmacie du service de médecine interne**

Au niveau de chaque pavillon se trouve le bureau du Major de ce pavillon, qui fait office de pharmacie. Le mobilier est constitué d'une table, d'une armoire et d'étagères.

La gestion des médicaments est assurée au niveau de chaque pavillon, par un Major qui fait la commande hebdomadaire, les infirmiers se chargeant de la distribution des médicaments, aux malades.

### **Processus de gestion des médicaments**

#### **Estimation des besoins**

Il n'y a pas une estimation proprement dite des besoins en médicaments au niveau du service.

Le Major qui a la charge de la gestion des médicaments, effectue les commandes, en fonction de la disponibilité des médicaments au niveau de la pharmacie centrale.

### **Approvisionnement**

Le service de médecine interne est approvisionné en produits pharmaceutiques par la pharmacie centrale du CHU Le Dantec.

Selon les Majors, la commande est établie après consultation de prescriptions des médecins. Chaque Major de pavillon établit une commande hebdomadaire qui est ensuite déposée à la pharmacie centrale.

Le plus souvent, la même commande est reconduite, sans visa du chef de service, la semaine suivante.

### **Livraison**

Le service dispose d'un carnet de bons de commande à deux feuillets qui est détenu par la Major du service. A la livraison, un feuillet est conservé par la pharmacie centrale.

## **2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et



d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

## **2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.3.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.3.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité

contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.3.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a)** en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;

- f) à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g) à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h) à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

#### **2.3.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produisons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles

internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1<sup>er</sup> février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;

- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP ;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP ;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP ;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;



### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Hôpital Aristide Le Dantec pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### **3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES**

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est-il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### 3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) de l'HALD, compétente pour les opérations de passation des marchés, doit être instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

La Commission des Marchés a été instituée par Note de Service N° 470 en date du 12 mars 2012 (deuxième version) transmise à l'ARMP le 18 avril 2012. Cette note de service aurait dû indiquer qu'elle annule et remplace la précédente Note de Service N° 1579 en date du 14 décembre 2011. L'article 35 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 et l'arrêté 11 588 du MEF du 28 décembre 2007, visés dans la Note de Service N°470 ci-avant mentionnée, doivent être remplacés par l'article 36.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 et l'arrêté 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF.

La composition de la Commission des Marchés de l'HALD n'est pas conforme à l'arrêté 12 786, pris en application de l'article 36-1 du CMP, puisque le Chef du Service Administratif et Financier ne peut être le Président de la Commission des Marchés car l'arrêté dispose que : « outre le Président, la Commission des Marchés comprend le Directeur Administratif et Financier ou son représentant, le Responsable des Services Techniques ou son Représentant, le Responsable chargé des Approvisionnements ou son Représentant ».

Nous avons noté de manière générale une insuffisante formalisation des procédures de passation des marchés, notamment dans la conduite de l'évaluation des offres car, la commission fait une confusion entre les critères de conformité qui s'attachent à l'offre et les critères de qualification qui s'attachent au candidat. En effet, les critères de qualification ont été évalués dans certaines procédures, pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes alors que, après vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes, la vérification des critères de qualification est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante. Et au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification (évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières). L'intégration de critères de qualification dans le jugement des offres (critères d'attribution), peut entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée par le déroulement normal de la procédure.

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier de marché ; cette information des soumissionnaires non retenus est une

formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est aussi, une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les offres des candidats, les PV d'évaluation et d'attribution du marché, ainsi que les lettres de notification de l'attribution provisoire n'ont pas été classés dans plusieurs dossiers de marchés. Ainsi, nous n'avons pas pu, pour les dossiers concernés, mettre en œuvre les procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la conformité de cette procédure avec le CMP ; il convient de se conformer aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents de marchés.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés doit être instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par Note de Service N° 0065 du 13 janvier 2012 transmise le même jour à l'ARMP. Nous rappelons que, contrairement à la Commission des Marchés qui est instituée avant le 31 janvier pour une Gestion, la Cellule de Passation des Marchés est une structure pérenne de l'Autorité Contractante dont le renouvellement annuel ne s'impose pas à la Personne Responsable des Marchés.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** doivent être signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations qui ont été établies et signées entre le 14 et le 15 décembre 2011, doivent être transmises à la DCMP et à l'ARMP, en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM. Les supports de leur transmission à la DCMP n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'HALD, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum



de 7 jours, à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles, que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres, tel que spécifié dans l'article 53 du CMP. Plusieurs versions du Plan de Passation des Marchés ont été élaborées par l'HALD, conformément au modèle prescrit par l'ARMP, avec les estimations des coûts prévisionnels d'acquisition.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, l'HALD doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles, que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMF. L'Avis Général de Passation des Marchés pour la Gestion 2012 a été publié le 17 décembre 2011.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'HALD

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'HALD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HALD EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
<b>Travaux</b>	25	250	100	800	>=60	>=35
<b>Fournitures et services</b>	15	150	40	400	>=30	>=25
<b>Prestations Intellectuelles</b>	25	150	40	350	NA	>=35

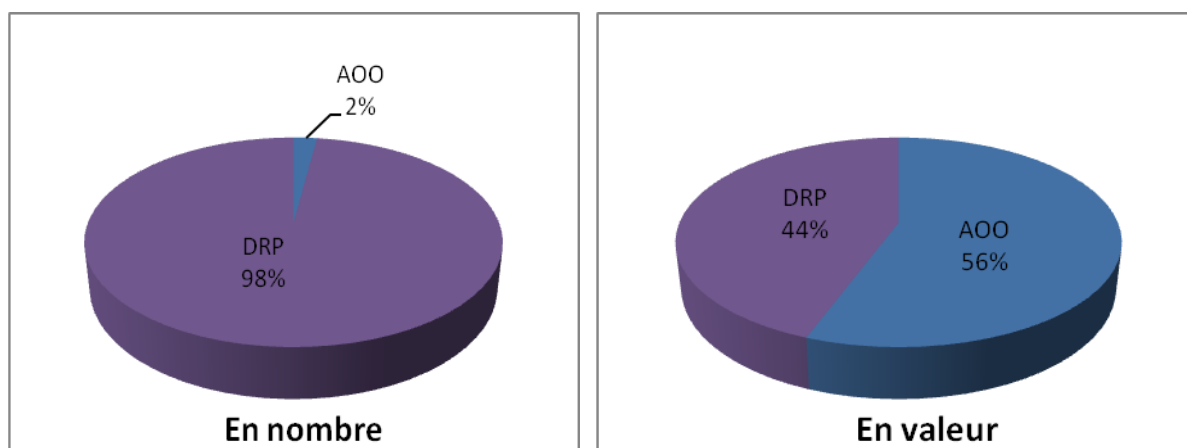
## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

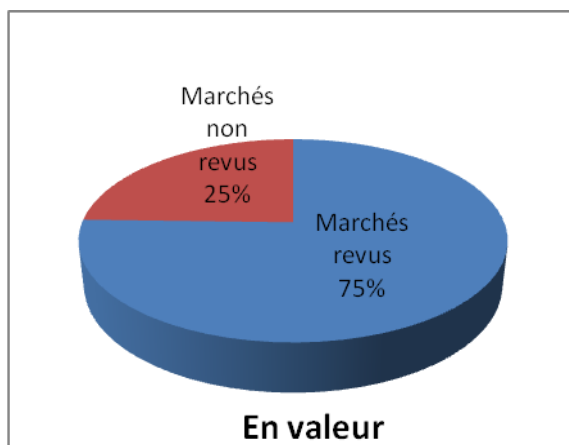
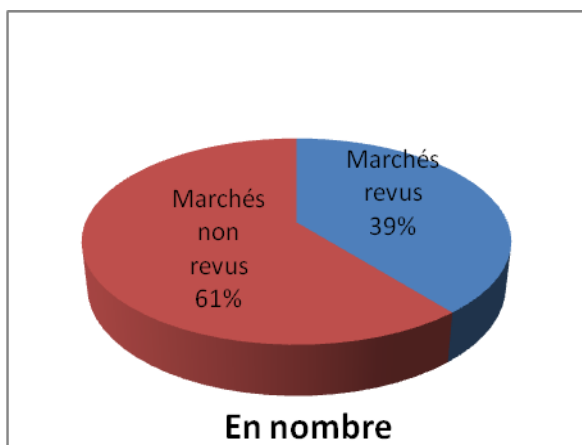
Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appels d’offres ouverts (AOO)</b>	1	655 909 604	1	649 164 481	100,00	98,97
<b>Appels d’offres restreints (AOR)</b>					-	-
<b>Demandes de Propositions (DP)</b>					-	-
<b>Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	45	522 989 407	17	240 025 248	37,78	45,89
<b>Ententes directes (ED)</b>					-	-
<b>Avenants</b>					-	-
<b>Total</b>	46	1 178 899 011	18	889 189 729	39%	75%

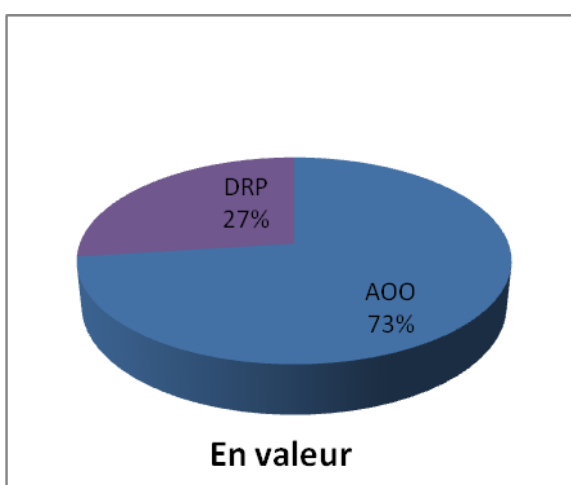
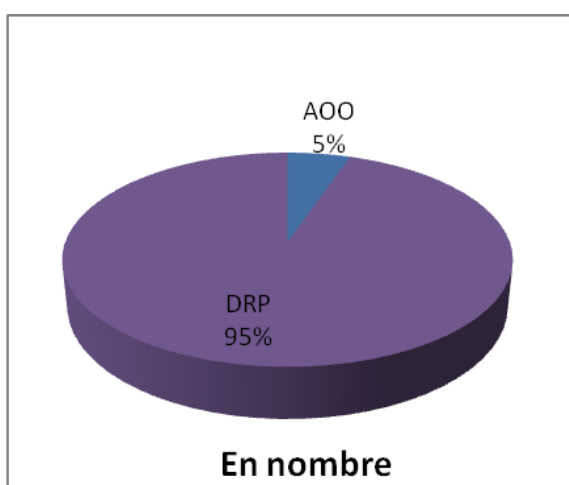
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

<b>AOO N° 008/2011 Fourniture de produits pharmaceutiques (Marché à commande : 44 lots)</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	02 décembre 2010 dans L'Observateur
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	20 mai 2011 (lettre non transmise)
<b>Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	29 juin 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	06 juillet 2011 dans Le Populaire
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	08 août 2011, PV établi le 16 août 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	32 jours
<b>Période de validité des offres</b>	90 jours
<b>Date de l'évaluation technique</b>	14 novembre 2011
<b>Date de convocation des membres de la CM</b>	07 décembre 2011
<b>Date d'attribution</b>	12 décembre 2011, PV établi le 21 décembre 2012
<b>Date de demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	23 décembre 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	18 janvier 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	23 janvier 2012
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	24 janvier 2012 dans L'Observateur
<b>Date de souscription (les dates varient selon les titulaires)</b>	06 février 2012 07 février 2012 08 février 2012

	09 février 2012 13 février 2012 20 février 2012 22 février 2012 25 septembre 2012		
<b>Date d’approbation (les dates varient selon les titulaires)</b>	22 février 2012 08 mars 2012 27 juin 2012 26 septembre 2012		
<b>Date des lettres de désistement de l’AC</b>	07 mai 2012		
<b>Date de l’attestation d’existence de crédits</b>	10 mai 2012 19 septembre 2012		
<b>Date d’immatriculation</b>	22 mai 2012 29 juin 2012		
<b>Date de notification du marché (les dates varient selon les titulaires)</b>	24 mai 2012 25 mai 2012 29 mai 2012 30 mai 2012 02 juin 2012 02 juillet 2012 10 octobre 2012		
<b>Date de notification d’attribution définitive</b>	29 mai 2012		
<b>Date d’enregistrement du contrat (les dates varient selon les titulaires)</b>	30 mai 2012 1 <sup>er</sup> juin 2012 05 juin 2012 07 juin 2012 08 juin 2012 11 juin 2012 13 juin 2012 13 Juillet 2012 24 août 2012 12 novembre 2012		
<b>Date de l’avis de la DCMP sur le contrat (si requis)</b>	25 mai 2012 09 novembre 2012		
<b>Date de publication de l’avis d’attribution définitive</b>	13 juin 2012 dans Le Populaire		
<b>Délai d’exécution</b>	60 jours après notification du bon de commande du marché		
<b>Attributaires</b>	Lot 1 : Produits chimiques	DRP	14 077 400 F CFA

	Lot 2 : Culture cellulaire et PCR	Néant	Néant
	Lot 3 : Réactifs pour la biochimie	Médical Partner	7 570 305 F CFA
	Lot 4 : Réactifs compatibles avec l'Automate de cytologie	SSM	8 681 370 F CFA
	Lot 5 : Réactifs adaptés pour numération par carte gel	Technologies Services	14 613 300 F CFA
	Lot 6 : Mélanges inhibiteurs et solutions d'enrichissement	Technologies Services	1 034 594 F CFA
	Lot 7 : Kits d'identification	Technologies Services	6 668 400 F CFA
	Lot 8 : Milieux prêts à l'emploi	Technologies Services	7 190 300 F CFA
	Lot 9 : Réactifs de sérologie	DRP	17 822 000 F CFA
	Lot 10 : Disque pour antibiogramme	Technologies Services	2 597 600 F CFA
	Lot 11 : Milieux de culture	DRP	6 300 000 F CFA
	Lot 12 : Consommables et verrerie	DRP	37 596 490 F CFA
	Lot 13 : Réactifs et consommables hémoculture compatibles avec Bactec 9120	Technologies Services	19 885 800 F CFA
	Lot 14 : Réactifs et consommables mycobactéries compatibles avec MGIT	Technologies Services	7 320 600 F CFA TTC

	Lot 15 : Réactifs compatibles avec Hémostase STA compact	Technologies Services	39 362 016 F CFA
	Lot 16 : Réactifs compatibles avec Automate PENTRA ABX	Technologies Services	11 930 540 F CFA
	Lot 17 : Réactifs compatibles avec COBAS Integra	TBS	20 750 829 F CFA
	Lot 18 : Réactifs compatibles avec Automate Elecsys	TBS	53 712 854 F CFA
	Lot 19 : Réactifs et consommables compatibles avec Automate de coloration d'Immuno Histochimie	TBS	40 891 457 F CFA TTC
	Lot 20 : Films, produits et consommables de radiologie	ESR	32 981 103 F CFA
	Lot 21 : Médicaments pour la réanimation	FHM	33 358 075 F CFA
	Lot 22 : Médicaments pour l'anesthésie	FHM	52 961 950 F CFA
	Lot 23 : Médicaments pour les urgences et la cardiologie	FHM	49 302 100 F CFA
	Lot 24 : Médicaments anti infectieux	Avalon Pharma	29 334 000 F CFA
	Lot 25 : Solutés massifs et ions	Néant	Néant
	Lot 26 : Films scanner	ESR	5 000 000 F CFA

	Lot 27 : Dispositifs médicaux pour l'anesthésie-réanimation, les interventions d'urgence et la cardiologie	Vitalpharm	146 793 225 F CFA
	Lot 28 : Dispositifs médicaux d'usage commun	Propharma	67 749 500 F CFA
	Lot 29 : Objets de pansement	Propharma	86 405 000 F CFA
	Lot 30 : Objets de protection	Propharma	37 662 000 F CFA
	Lot 31 : Produits désinfectants et antiseptiques	Delta Médical	76 444 900 F CFA
	Lot 32 : Implants orthopédiques et matériel d'ostéosynthèse	Diahanor	22 495 850 F CFA
	Lot 33 : Fils de suture pour chirurgie classique	Global Pharma	49 267 250 F CFA
	Lot 34 : Fils de suture spéciaux et ligatures	Global Pharma	17 401 000 F CFA
	Lot 35 : Fils de suture en plaque et pour la chirurgie ophtalmique	EAD	15 620 500 F CFA
	Lot 36 : Produits anticancéreux- Groupe thérapeutique n° 1	Global Pharma	98 241 500 F CFA
	Lot 37 : Produits anticancéreux- Groupe thérapeutique n° 2	Néant	Néant



	Lot 38 : Produits anticancéreux- Groupe thérapeutique n° 3	Néant	Néant
	Lot 39 : Produits et instruments de l'odontostomalogie	DRP	3 646 000 F CFA
	Lot 40 : Implants ophtalmiques, produits et instruments de chirurgie ophtalmique	Diminter	7 202 655 F CFA
	Lot 41 : Consommables pour implants cardiaques	SFM	13 520 000 F CFA
	Lot 42 : Kit Pace maker adaptés pour programmeur Saint Jude et Générateur Bard	SFM	21 452 000 F CFA
	Lot 43 : Kits Pacer maker adaptés pour programmeur Medtronic	STE	10 738 000 F CFA
	Lot 44 : Consommables compatibles avec Gaz du sang et ionogramme	DRP	3 320 000 FCFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le tableau de contrôle des pièces administratives fournies par les soumissionnaires ne donne pas d'indications précises sur les dates limites de validité desdites pièces ; la Commission des Marchés s'est limitée à déclarer certaines pièces périmées alors que c'est l'indication de la date limite de validité qui permet d'apprécier la correcte mise en œuvre des procédures de vérification y relatives conformément à l'article 45 du CMP ;</p> <p>La commission des marchés a accordé aux soumissionnaires dont les pièces administratives étaient incomplètes, un délai de trois (3) jours pour régulariser leur dossier administratif ; nous rappelons que la Commission des Marchés est tenue d'accepter les pièces produites au-delà de ce délai de trois jours dès lors que leur dépôt intervient dans le délai qui lui est imparti pour</p>		

	<p>prononcer l'attribution provisoire du marché ; (article 44 du CMP) ;</p> <p>Nous avons également noté sur le procès verbal d'ouverture des plis que l'un des candidats GLOBAL PHARMA a remis un chèque certifié comme garantie de soumission. Nous précisons qu'un chèque certifié est émis sur le compte du client pour lequel, la banque certifie que la provision existe et est bloquée jusqu'au terme du délai de présentation de huit jours. Si le chèque de banque peut valablement constituer une garantie de soumission parce qu'étant de la trésorerie immédiate, il n'en est pas de même pour le chèque certifié. De ce fait, l'offre de GLOBAL PHARMA aurait dû être éliminée à l'évaluation pour garantie de soumission non conforme ;</p> <p>Le support de transmission du procès verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne figure pas dans le dossier de marché ; il s'agit d'une formalité à laquelle l'Autorité Contractante doit se conformer, au regard des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>Nous notons par ailleurs que l'ouverture s'est déroulée le 08 août 2011 et que le procès verbal n'a été établi que le 16 août 2011 alors que l'article 67-4 du CMP stipule que ...dès la fin des opérations d'ouverture, ces informations sont consignées dans un procès verbal, signé par les membres de la commission... ;.</p> <p>Il ressort du rapport d'évaluation que les critères de qualification, utilisés à l'évaluation, sont différents de ceux énoncés dans le DAO. Une confusion est commise par la commission car, les critères d'évaluation qui concernent les offres, doivent être examinés au préalable et les critères de qualification, évalués, ensuite, pour les candidats. Or, les critères, utilisés pour évaluer la qualification des candidats pour ce marché, se rapportent plus à l'offre qu'aux candidats. En outre, les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat, dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié.</p> <p>Un délai anormalement long de plus de quatre (04) mois s'est écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, en</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché, sauf prorogation d'un délai maximum de dix (10) jours, après avis de la DCMP ;</p> <p>L'examen de l'avis d'attribution provisoire a permis de noter que les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui y ont été mentionnés, ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics), en vertu de l'article 89 du CMP. Il en est de même pour l'avis d'attribution définitive qui donne comme référence l'article 83, alors qu'il s'agit de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Des lots, ayant donné lieu à la publication d'un avis d'attribution provisoire, ont par la suite été supprimés pour insuffisance de crédits, alors que l'existence des crédits budgétaires suffisants est un préalable au lancement de toute procédure d'achat (article 9 du CMP) ; en lieu et place d'une suppression pure et simple, les lots concernés auraient dû être déclarés sans suite, avant la décision d'attribution mais seulement, après avis favorable de la DCMP, conformément à l'article 65 du CMP ;</p> <p>Si cette évaluation avait été bien effectuée, les lots 1, 12, 14, 19, 21, 23, 24, 31, 34, 36, 39, 41, 42 et 43 auraient été éliminés à l'évaluation et déclarés sans suite, après avis de la DCMP, conformément à l'article 65 du CMP, mais ces lots avaient déjà été attribués et avaient fait l'objet d'un avis d'attribution provisoire, avant d'être supprimés et aucune lettre d'avis adressée à la DCMP sur la suppression de ces marchés n'est jointe au dossier ;</p> <p>Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés, dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) en vertu de l'article 89 du CMP ;</p> <p>L'avis d'attribution définitive également, donne comme référence l'article 83, alors qu'il s'agit de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Les lettres de demande de prorogation de la durée de validité des offres et des garanties de soumission établies par l'Hôpital le 4 janvier 2012 ne portent pas les noms des soumissionnaires au</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>marché, destinataires de ces lettres ;</p> <p>Les critères de qualification utilisés à l'évaluation (proposition d'échantillons, leur conformité, qualité et conditionnement) sont différents de ceux énoncés dans le DAO (un marché similaire, une attestation de service fait, états certifiés). Nous précisons que les échantillons sont liés à l'offre et non au candidat ; il s'agit donc d'un critère de jugement des offres et non d'un critère de qualification. En effet, les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second parmi les candidats dont les offres sont conformes est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>Nous avons noté que les lots ont été attribués et approuvés pour des montants globaux, correspondant aux enveloppes budgétaires en lieu et place des prix unitaires, en violation de l'article 25 du CMP puisqu'il s'agit d'un marché à commande, dont l'Autorité Contractante n'est pas en mesure de déterminer par avance, la valeur exacte. L'indication des montants dans les marchés à commande ou de clientèle est une exigence de la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID), relayée par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et répond à une préoccupation de collecte de droits d'enregistrement sur des prestations dont la valeur est incertaine. Le paiement des droits de timbre sur le contrat et des droits d'enregistrement sur les bons de commande émis, est, à notre avis, plus conforme à l'équité ;</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 9, 43, 44, 67-4 du CMP ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment, les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics. Il en est de même pour l'article 85, en lieu et place de l'article 83 du CMP dans les avis d'attribution définitive ;</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant</p>

	<p>conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite, jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères d'évaluation des offres, qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire, ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;</p> <p>Le Code Général des Impôts fait obligation aux autorités contractantes d'inscrire les montants des lignes budgétaires des marchés dans les contrats de marchés à commande ou de clientèle. Néanmoins, cette disposition de l'article 424 du CGI vient en contradiction avec l'article 25 du CMP qui détermine le marché à commande comme un marché pour lequel, les quantités ou la valeur globale ne peuvent être estimées ou ne sont pas connues de l'autorité contractante, raison pour laquelle un maxima et un minima sont fixés. De ce fait, une mise en cohérence et une harmonisation doivent être faites pour ces deux textes réglementaires et effectuer les enregistrements aux impôts, que sur les commandes passées par l'Autorité Contractante ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 01/2012 FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	26 décembre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	02 janvier 2012 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	06 jours
<b>Date d'attribution</b>	06 janvier 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	06 janvier 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Touba Négoce International, Ngoumballa Business, Com-Pr-Im, Ets Taïba Sarl, GIE Darou Halimoul Khabir
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 (cinq)
<b>Attributaire</b>	<b>Ngoumballa Business</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 539 300 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le bon de commande a été émis le jour même de l'ouverture des plis c'est-à-dire le 02 janvier 2012, ce qui laisse entrevoir une régularisation d'opération déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA ;</p> <p>Les Procès Verbaux d'Ouverture et d'Attribution ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des Procès Verbaux distincts pour chaque étape de la procédure de passation ;</p> <p>Le Procès Verbal de Réception n'est pas versé dans le dossier ;</p> <p>Aucune lettre d'invitation, ni de notification ne porte la date de réception effective de son destinataire ;</p> <p>Les justificatifs de paiement (copies de chèque ou</p>

	de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 44 du COA ;</p> <p>Veiller à l'établissement de Procès Verbaux distincts à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Mettre à disposition les justificatifs de règlement ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 01 Bis Maintenance des Chambres Froides et des Générateurs de Dialyse de marque GAMBRO en deux (02) lots</b>		
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	12 décembre 2011	
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	19 décembre 2011 à 11 heures	
<b>Délai de préparation des offres</b>	06 jours	
<b>Date d'attribution</b>	06 janvier 2012	
<b>Attributaires</b>	<b>Lot 1 Froid Cheikh Anta Mbacké</b>	<b>1 5 097 600</b>
	<b>Lot 2 Diminter</b>	<b>2 9 440 000</b>
<b>Non conformités</b>		<p>Les offres des soumissionnaires ne sont pas versées dans le dossier de passation, pour nous permettre de mettre en œuvre nos travaux de vérification ;</p> <p>Les Procès Verbaux d'évaluation et d'attribution et la lettre de notification de l'attribution provisoire du marché ne sont pas classés dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ne sont pas non plus versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les justificatifs relatifs à l'exécution et au paiement (bons de livraison, attestations de service fait, Procès Verbal de Réception, copies de chèque ou de virement bancaire) ne sont pas classés dans le dossier.</p>



<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'établissement de Procès Verbaux différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 08/2012 FOURNITURE D'AUTRES DENREES ALIMENTAIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	23 mars 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	30 mars 2012 à 11 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	06 jours
<b>Date d'attribution</b>	30 mars 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Gie Bachir, Gie Maimouna, Kom 6 Services, Sow Services, Gie La Lumière
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 (cinq)
<b>Attributaire</b>	<b>GIE Bachir</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>14 499 800 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Les bons de commande, les bordereaux de livraison et les attestations de service fait ne sont pas joints au dossier pour le contrôle de l'exécution du marché ;</p> <p>Aucune proposition n'est jointe aux lettres de soumission des candidats ;</p> <p>Les lettres d'invitation et de notification d'attribution et d'information des soumissionnaires évincés n'ont pas été déchargées ;</p> <p>L'examen de cette DRP nous a permis de noter que l'adresse de l'attributaire change d'un document à l'autre (Amitié 1 Villa 1009 sur la lettre d'invitation, 878 Sicap Mbao sur la notification d'attribution provisoire et Sicap rue 10 Villa 1009 sur le contrat) ;</p> <p>Les justificatifs de paiement (copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'établissement de PV différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 19/2012 TRAVAUX D'ETANCHEITE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	25 mai 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	1 <sup>er</sup> juin 2012 à 11 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	05 jours
<b>Date d'attribution</b>	13 juin 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	13 juin 2012
<b>Date de souscription</b>	14 juin 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	14 juin 2012
<b>Date d'approbation</b>	15 juin 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	17 juillet 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Ese Sokhna Maty Lèye, Cicoges, ETI, Technicom, GIE Moussé
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05 (cinq)
<b>Attributaire</b>	<b>GIE Moussé</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>22 913 936 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le bordereau de livraison et l'attestation de service fait ne sont pas joints au dossier pour nous permettre d'effectuer le contrôle de l'exécution du marché ;</p> <p>Aucune lettre d'invitation, ni de notification ne porte la date de réception effective par le destinataire ;</p> <p>Sur les quantités mentionnées dans toutes les offres reçues, nous avons noté des incohérences par rapport à celles qui sont indiquées dans le cahier des charges sur les rubriques telles que le « décapage complexe étanchéité, évacuation des gravois à la décharge publique du <b>bloc ombrédanne</b></p>

	<p>(<b>482,5</b>/400 m<sup>2</sup>), fourniture et pose d'étanchéité de type parafor solo (<b>530,7</b>/422 m<sup>2</sup>) ; décapage complexe étanchéité, évacuation des gravois à la décharge publique de <b>l'oberling</b> (<b>1 057,00</b>/673 m<sup>2</sup>), fourniture et pose d'étanchéité de type parafor solo (<b>1 162,70</b>/ 673 m<sup>2</sup>), décapage complexe étanchéité, évacuation des gravois à la décharge publique de la <b>cancérologie</b> (<b>130,40</b>/325 m<sup>2</sup>), sur les quantités pour la morgue <b>143,44</b>/325 m<sup>2</sup>). On retrouve ces quantités identiques sur toutes les offres, s'y ajoute que tous les candidats ont coté les mêmes mesures pour la surface de la morgue qui n'étaient cependant pas requises dans le cahier des charges, , ce qui ne peut relever que d'une entente entre les fournisseurs et laisse entrevoir des signes de collusion entre soumissionnaires ;</p> <p>Les justificatifs de paiement (copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à classer les justificatifs d'exécution et de règlement du marché dans les liasses comptables ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives qui peuvent biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 27/2012 Fourniture de pièces et consommables pour les splits, congélateurs et réfrigérateurs</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	27 juillet 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	08 août 2012 à 10 h30
<b>Délai de préparation des offres</b>	11 jours
<b>Date d'attribution</b>	03 septembre 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	03 septembre 2012
<b>Date de souscription</b>	05 septembre 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	06 septembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	07 septembre 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	18 septembre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Froid 2000, Guissé et frères, Egaas, Salenge, GIE Sérigne Fallou, Challenge Business Afrique
<b>Nombre d'offres reçues</b>	04 (quatre)
<b>Attributaire</b>	<b>Froid 2000</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>13 679 150 F CFA</b>
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis de constater que tous les candidats ont rajouté sur leurs offres le Filtre déshydrateur qui n'était pas requis dans le cahier des charges ; cet examen des offres a également permis d'identifier des indices de collusion entre Froid 2000 et Salenge qui ont écrit « filtre déshydrateur DNA pour frigo à la ligne 21 ». S'y ajoute que les fournitures énumérées commencent par une lettre minuscule de la ligne 1 à la ligne 7 et de la ligne 20 à la ligne 22 ;</p> <p>Le candidat Challenge Business Afrique a été éliminé pour</p>

	<p>manque de moyens techniques et logistiques alors que les autres candidats n'ont pas fourni le certificat d'aptitude technique pour prouver qu'ils ont bien le matériel logistique nécessaire, ceci est en violation du principe de l'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de commande, Bordereau de Livraison, Factures, Procès Verbal de réception, ordre de paiement et copie chèque) ne figurent pas dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'égalité de traitement des candidats lors de l'évaluation tel qu'édicte par le CMP;</p> <p>Veiller à classer les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives qui peuvent biaiser la concurrence et veiller à la transparence dans les procédures de DRP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 2</b> <b>TRAVAUX REHABILITATION ET RENOVATION SALLE USIC</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Le 17 janvier 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 26 janvier 2012 à 10h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	08 jours
<b>Date d'attribution</b>	Le 13 février 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Le 13 février 2012
<b>Date de souscription</b>	14 février 2012
<b>Date d'approbation</b>	14 février 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	27 mars 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs ont été consultés: GIE DENDEYE ENTREPRISE, GIE DIAGAL DEFAR BAMOU BAKH, GIE LA CONFIANCE, ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (ESML), NIANG ENTREPRISE MULTISERVICE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq offres reçues : GIE DENDEYE ENTREPRISE, GIE DIAGAL DEFAR BAMOU BAKH, GIE LA CONFIANCE, ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (ESML), NIANG ENTREPRISE MULTISERVICE
<b>Attributaire</b>	ENTREPRISE SOKHNA MATY LEYE (E.S.M.L)
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 362 171,29 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	La commission, après avoir procédé à la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres, qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes, a procédé à la vérification de la qualification de tous les candidats alors qu'il aurait dû vérifier les critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante. Au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés



	<p>pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification.</p> <p>En dehors du bon de commande, aucun justificatif lié à l'exécution et au règlement du marché (factures, PV de réception ou certificat de service fait, copie chèque) n'a été classé dans le dossier ;</p> <p>Les offres des candidats E.S.M.L, GIE LA CONFIANCE, GIE DIAGAL DEFAR BA MOU BAKH présentent des similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été produites par la même source.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Classer les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 4</b> <b>PRODUITS PHYTOSANITAIRES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Publication le 14 Mars 2012 dans le journal « Le Populaire »
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 22 mars 2012 à 10 h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	Le 22 mars 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Le 22 mars 2012
<b>Date de souscription</b>	26 mars 2012
<b>Date d'approbation</b>	03 avril 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	06 avril 2012
<b>Délai d'exécution</b>	Le délai de livraison est de deux (02) semaines après la signature du contrat
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Une offre reçue : SET 2000
<b>Attributaire</b>	SET 2000
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	4 989 040 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	En dehors du bon de commande, aucun justificatif d'exécution et de règlement du marché (Bon de commande, bon de livraison, PV de réception, factures et copie chèque) n'a été classé dans le dossier ;
<b>Recommandations</b>	Classer les justificatifs d'exécution et de règlement du marché dans les dossiers.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 30</b> <b>MOBILIER DE BUREAU</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	Le 24 juillet 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	Le 08 août 2012 à 10h30mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	14 jours
<b>Date d'attribution</b>	Le 08 août 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	Le 08 août 2012
<b>Date de souscription</b>	Le 06 septembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	Le 07 septembre 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	Le 11 septembre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq fournisseurs ont été consultés: TOUBA INVESTISSEMENT BUSINESS, ALLE And Co SAMB, SERCO, SENIEP, Ets KHADY NDIAYE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq offres reçues: TOUBA INVESTISSEMENT BUSINESS, ALLE And Co SAMB, SERCO, SENIEP, Ets KHADY NDIAYE
<b>Attributaire</b>	ETS KHADY NDIAYE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 203 660 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Après évaluation des offres, la commission a procédé à un classement par ordre décroissant, à l'issue duquel, l'attributaire s'est retrouvé à la cinquième (5ème) place, ce qui peut prêter à confusion. En pratique, le classement se fait par ordre croissant, de sorte que le moins disant soit classé premier.</p> <p>Nous avons noté la récurrence de la consultation conjointe d'un même groupe d'entreprises (ETS KHADY NDIAYE, SERCO, TOUBA INVESTMENT BUSINESS, ALLE AND CO SAMB, SENIEP) sur plusieurs DRP de nature différentes et chez plusieurs autorités contractantes. Des signes de collusion ont été identifiés laissant entrevoir, que lesdites entreprises se couvrent</p>

	<p>alternativement, pour gagner à tour de rôle les marchés. Cette pratique, que nous avons eue à mettre à nu dans les audits précédents, semble perdurer. La constitution et la mise à jour régulière d'une base de données des entreprises en collusion ou ayant parties liées, s'avère plus que nécessaire, pour mettre un terme à ces pratiques ;</p> <p>Aucun justificatif de règlement du marché n'a été classé dans le dossier ;</p> <p>Les offres des candidats E.S.M.L, GIE LA CONFIANCE, GIE DIAGAL DEFAR BA MOU BAKH présentent des similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été produites par la même source.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Procéder à un classement des offres par ordre croissant de sorte à pouvoir choisir le candidat classé premier ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives pour ne pas biaiser la concurrence ;</p> <p>S'appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

DRP N° 10 bis			
OUTILLAGES DE MAINTENANCE			
Date de saisine des fournisseurs		Le 09 mai 2012	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		Le 16 mai 2012 à 11 heures	
Délai de préparation des offres		06 jours	
Date d'attribution		Le 05 juin 2012 à 16 heures	
Date de notification d'attribution provisoire		Le 05 juin 2012	
Date de signature du contrat		Le 14 juin 2012	
Date d'approbation du contrat		Le 15 juin 2012	
Date d'enregistrement		Le 28 juin 2012	
Fournisseurs consultés		Cinq fournisseurs ont été consultés: FERMON LABO, DIMINTER, SOFICA, BERNABE, TOKHEIM, SENE CADUCET	
Nombre d'offres reçues		Une offre reçue : FERMON LABO	
Attributaire	Fermon Labo	Lot 1	3 870 034 F CFA TTC
		Lot 2	11 083 740 F CFA TTC
Non conformités		Aucun justificatif de règlement du marché n'a été classé dans le dossier.	
Recommandations		Mettre à disposition les justificatifs de règlement ; S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	
Commentaires de l'Autorité Contractante			
Appréciation du Consultant			

DRP N° 03			
FOURNITURE ARTICLES DE MAINTENANCE			
Date de saisine des fournisseurs			Le 08 mars 2012
Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis			Le 13 mars 2012 à 12 heures
Délai de préparation des offres			04 jours
Date d’attribution			Le 23 mars 2012à 10h30mn
Date de notification d’attribution provisoire			Le 23 mars 2012
Date de signature			Le 05 avril 2012
Date d’approbation			Le 06 avril 2012
Date d’enregistrement			Le 07 mai 2012
Fournisseurs consultés			Cinq fournisseurs ont été consultés pour le lot 1, lot 2 et le lot 3 : ECTC, QUINCAILLERIE BOK DIOM, ETS ELIMANE FALL, SOCOMI, SOFICA
Nombre d’offres reçues			Quatre offres reçues: ECTC, QUINCAILLERIE BOK DIOM, ETS ELIMANE FALL, SOCOMI, SOFICA
Attributaire	ETS ELIMANE FALL	Lot 1	2 380 650 F CFA TTC
		Lot 2	5 728 192 F CFA TTC
		Lot 3	6 514 190 F CFA TTC
Non conformités			En dehors du bon de commande, aucun justificatif de règlement du marché n’a été classé dans le dossier.
Recommandations			Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés tel que recommandé dans les manuels de procédure de l’ARMP.
Commentaires de l’Autorité Contractante			
Appréciation du Consultant			

<b>DRP N° 5/2012 FOURNITURE DE DRAPS AVEC IMPRESSIONS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	20 Mars 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	28 Mars 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	28 Mars 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	28 mars 2012
<b>Date de souscription</b>	05 avril 2012
<b>Date d'approbation</b>	05 avril 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	11 avril 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés: SENEGAL DISTRIBUTION, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES, IMEXIS, TECHNOVIA, ZENITH INTERNATIONAL
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (5) offres : SENEGAL DISTRIBUTION, ALLIANCE DISTRIBUTION SERVICES, IMEXIS, TECHNOVIA, ZENITH INTERNATIONAL
<b>Attributaire</b>	SENEGAL DISTRIBUTION
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	13 688 000 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure ; Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de livraison, factures, PV de réception et copie chèque ou ordre de virement) n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.
<b>Recommandations</b>	Etablir des PV distincts à chaque étape de la procédure ; Mettre à disposition les justificatifs d'exécution et de règlement du marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 15/2012 FOURNITURE DE SONDÉS</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	19 Avril 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	27 Avril 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	28 Juin 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	28 juin 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Six (6) fournisseurs consultés : MRS, HSIN FEI, MEDICIS, STE, MEDICAL PARTNER, AFRIMED
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Une (1) offre: MRS
<b>Attributaire</b>	MRS
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 283 800 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>A l'examen du rapport d'évaluation, nous avons noté que la commission fait une confusion entre les critères de conformité qui s'attachent à l'offre et les critères de qualification qui s'attachent au candidat. En effet, la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres est faite en amont et permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes, la vérification des critères de qualification est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante (Article 59-2 du CMP). Et au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification.</p> <p>L'attribution du marché a eu lieu deux (2) mois après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe le délai entre ces deux étapes à 15 jours ;</p> <p>Le contrat, les justificatifs d'exécution et de règlement</p>



	du marché (Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions de l'article 70 du CMP ;  Mettre à disposition les justificatifs de règlement du marché.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 25/2012 FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN MARCHÉ D'UNE CENTRALE OXYGENE, DE RESEAUX DE VIDE, D'AIR ET D'OXYGENE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	05 Juillet 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	18 Juillet 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	12 jours
<b>Date d'attribution</b>	06 Août 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	20 août 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	11 octobre 2012
<b>Date d'approbation</b>	12 octobre 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	24 octobre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) Fournisseurs consultés : SAHEL GAZ, AIR LIQUIDE SEGOA, CARREFOUR MEDICAL, AFSI, FERMON LABO
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Deux (2) offres : AIR LIQUIDE SENEGAL, AFSI SA
<b>Délai d'exécution</b>	Quatre semaines après la signature du contrat
<b>Attributaire</b>	AIR LIQUIDE SENEGAL
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	19 019 513 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Le marché a été attribué au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>L'attribution provisoire a eu lieu plus de quinze (15) jours après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ;</p> <p>L'information du candidat non retenu du rejet de son offre a été faite tardivement. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de</p>

	<p>la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 53 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 70 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 78.2 du CMP et à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 18/2012 FOURNITURE ET INSTALLATION DE DEUX REGULATEURS DE TENSION DE 120 KVA ET 60 KVA POUR LE SERVICE DE LA RADIOLOGIE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	25 Mai 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	04 Juin 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	09 jours
<b>Date d'attribution</b>	06 Août 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	06 juillet 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	11 juillet 2012
<b>Date d'approbation</b>	12 juillet 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	10 octobre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) Fournisseurs consultés : CFAO TECHNOLOGIES, ABB, RICHARD EQUIPEMENT, NJR, BERNABE SENEGAL
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Une (1) offre : RICHARD EQUIPEMENT
<b>Attributaire</b>	RICHARD EQUIPEMENT
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 157 026 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>L'attribution provisoire a eu lieu plus de quinze (15) jours après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de commande, Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 16/2012 FOURNITURE DE PIECES DE RECHANGE POUR GENERATEURS DIALYSE DE MARQUE FRESSENIUS ET D'UN ONDULEUR DE 5 KVA POUR PROTEGER L'AUTOMATE COBAS 600 DE LA BIOCHIMIE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	08 Mai 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	16 Mai 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 jours
<b>Date d'attribution</b>	14 Juin 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	14 juin 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	05 juillet 2012
<b>Date d'approbation</b>	06 juillet 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	19 octobre 2012
<b>Fournisseurs consultés</b>	Huit (8) Fournisseurs consultés : MRS, SEN CADUCET, RICHARD EQUIPEMENT, MHO, NRJ SOLAIRE, ABB, PMI, GARMI TECHNOLOGIE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Deux (2) offres : RICHARD EQUIPEMENT, NRJ SOLAIRE
<b>Attributaire</b>	RICHARD EQUIPEMENT
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	4 741 535 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Le marché a été attribué presque un mois après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 70 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des</p>

	documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 31/2012 ASSURANCE GLOBALE DOMMAGE ET RESPONSABILITE CIVILE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	07 Septembre 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	17 Septembre 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	09 jours
<b>Date d'attribution</b>	24 Septembre 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	25 septembre 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	26 septembre 2012
<b>Date d'approbation</b>	26 septembre 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	02 octobre 2012
<b>Délai d'exécution</b>	12 mois
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs: CNART ASSURANCES, NSIA ASSURANCES, SONAM SA, ASKIA ASSURANCES, AMSA ASSURANCES
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Deux (2) offres reçues: CNART ASSURANCES, AMSA ASSURANCE
<b>Attributaire</b>	CNART ASSURANCES
<b>Montant du marché en FCFA TTC</b>	16 603 111 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	L'examen du cahier des charges relatif à la DRP a permis de noter des insuffisances sur les critères principaux qui devaient être pris en compte tels que l'existence juridique du candidat en tant qu'assureur avec l'agrément de la CIMA, son expérience dans les branches d'assurances objet du marché, documents à l'appui et sa capacité financière pour assurer l'exécution du

	<p>marché ;</p> <p>Le marché a été attribué au-delà du seuil de passation des DRP, en violation de l'article 53 du CMP ;</p> <p>En dehors d'un bon de commande, aucun justificatif relatif à l'exécution et au règlement du marché ne figure dans le dossier qui nous a été remis.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 53 du CMP, sur les seuils de passation ;</p> <p>Mettre à disposition les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N° 06/2012 FOURNITURE DE MATELAS HOUSSES A HAUTE DENSITE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	20 Mars 2012
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	29 Mars 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	08 jours
<b>Date d'attribution</b>	29 Mars 2012
<b>Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus</b>	29 Mars 2012
<b>Date de signature du contrat</b>	02 avril 2012
<b>Date d'approbation du contrat</b>	03 avril 2012
<b>Date d'enregistrement</b>	03 avril 2012
<b>Délai d'exécution</b>	3 semaines après signature du contrat et réception du bon de commande
<b>Fournisseurs consultés</b>	Cinq (5) fournisseurs consultés : SUP NEGOCE, SENEGAL CUIR, TAPISSERIE MOURIDISME TALL, QUINCAILLERIE GENERALE, MAMOUNE GAYE
<b>Nombre d'offres reçues</b>	Cinq (5) offres reçues : SUP NEGOCE, SENEGAL CUIR, TAPISSERIE MOURIDISME TALL, QUINCAILLERIE GENERALE, MAMOUNE GAYE
<b>Attributaire</b>	SENEGAL CUIR
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	14 230 800 F CFA TTC
<b>Non conformités</b>	Le contrat avait prévu des pénalités de retard de 0,5% par semaine de retard. Les pénalités de retard ont été estimées à 71 150 F CFA par semaine de retard, pour six (6) semaines, soit un montant total de 426 900 F CFA. Cependant aucun justificatif du recouvrement de cette somme n'a été mis à notre disposition, en violation de l'article 134 du CMP aux termes

	<p>duquel, « ...les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration des délais contractuels d'exécution et de la date de réception».</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de livraison, factures, PV de réception, copie chèque ou ordre de virement) n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard ;</p> <p>Mettre à disposition les justificatifs de règlement du marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur  
de l'Hôpital Aristide Le Dantec  
(HALD)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

**Monsieur le Directeur,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de notre parfaite considération.



  
**Ibra Guèye**  
Directeur-Associé

Système d'Information  
41 72 - Fax  
3 - Dakar  
SN

13 JUN 2014

**PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**